

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 7 septembre 2016

Direction de l'instruction publique

20 2016.RRGR.83 Motion 024-2016 Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV) Permettre aux réfugiés syriens d'étudier à la HES et à l'Université

N° de l'intervention: 024-2016
Type d'intervention: Motion
N° d'affaire: 2016.RRGR.83
Déposée le: 19.01.2016
Déposée par: Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
(porte-parole)
Ammann (Meiringen, PS)
Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD)
Müller (Berne, PLR)
Cosignataires: 79
N° d'ACE: 809/2016 du 29. juin 2016
Direction: INS

Permettre aux réfugiés syriens d'étudier à la HES et à l'Université

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants:

1. Prendre des mesures en partenariat avec les hautes écoles bernoises pour que les réfugiés et les personnes admises à titre provisoire de nationalité syrienne puissent poursuivre en Suisse les études qu'ils ont dû interrompre dans leur pays à cause de la guerre.
2. Prendre des mesures pour que les réfugiés et les personnes admises à titre provisoire qui en ont les capacités puissent suivre des cours de préparation à la formation tertiaire ou entreprendre les études qu'ils avaient prévu de commencer dans leur pays.
3. Intervenir auprès de la Confédération pour que la thématique de la formation des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire soit intégrée à la politique de l'aide au développement.

Développement :

En 1956, les réfugiés hongrois avaient pu rapidement et sans complication entreprendre des études en Suisse ou poursuivre celles qu'ils avaient interrompues. Des plaques apposées dans les locaux des universités de Zurich et de Bâle et de l'EPF de Zurich rappellent aujourd'hui encore aux visiteurs cet acte de solidarité et de clairvoyance. A l'époque, les syndicats mais aussi les radicaux avaient soutenu l'organisation *Studentische Direkthilfe Schweiz-Ungarn*. Il faut poursuivre cette tradition humanitaire.

Le canton de Berne, tout comme le reste de la Suisse, se trouve confronté à la difficulté de trouver une activité adaptée aux réfugiés reconnus ou admis à titre provisoire rapidement après leur arrivée dans notre pays.

Parmi les réfugiés syriens, on trouve aussi des jeunes qui, dans leur pays, avaient déjà commencé leurs études ou étaient sur le point d'intégrer une haute école. Ces personnes ont de l'ambition et un jour, elles retourneront chez elles, bien formées, pour participer à la reconstruction de leur pays.

Mais manifestement, les obstacles sont nombreux entre l'admission en Suisse et l'accès à une haute école.

Pour contribuer durablement à l'exploitation de ce potentiel et, à moyen terme, à la reconstruction et au développement de la Syrie, le canton de Berne devrait offrir plus de possibilités de formation tertiaire aux réfugiés syriens et intervenir pour ce faire auprès des autorités fédérales. Il va de soi que ces possibilités doivent être proposées aux réfugiés qui ont l'équivalent de la maturité ou qui ont déjà commencé des études dans leur pays.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est favorable aux mesures visant à permettre aux réfugiés et réfugiées de poursuivre ou d'entreprendre des études supérieures. Compte tenu de la crise migratoire actuelle en Europe, les réfugiés et réfugiées fuyant la guerre en Syrie cristallisent l'opinion. Avant ce conflit, la Syrie disposait d'un système de formation et d'enseignement supérieur pleinement fonctionnel. Il est donc probable qu'il y ait une plus grande proportion de personnes aptes aux études (et ayant envie d'en faire) parmi les personnes fuyant la Syrie que parmi les autres réfugiés et réfugiées. A ce jour, aucun recensement n'a encore été mené dans le canton de Berne afin d'en connaître le nombre exact. A l'heure actuelle, le Conseil-exécutif estime qu'il y a un nombre restreint de personnes qui disposent d'un tel profil, situation qui peut toutefois rapidement changer en fonction du contexte international.

Offrir aux réfugiés et réfugiées un accès adapté aux études supérieures constitue un défi aux facettes multiples qui combine des éléments ayant trait à la migration, à la formation et à la politique du développement. Une étroite collaboration entre les protagonistes concernés et responsables est essentielle afin d'assurer une coordination judicieuse des pratiques d'affectation géographique après l'arrivée en Suisse, de l'acquisition des compétences linguistiques et spécifiques nécessaires et de l'intégration dans la communauté académique. Dans le domaine des études supérieures, le Conseil suisse des hautes écoles, l'organe de pilotage commun de la Confédération et des cantons, a mandaté la Conférence des recteurs des hautes écoles suisses (swissuniversities) pour coordonner les mesures nécessaires au niveau des hautes écoles.

En parallèle, il va de soi que la question de l'accès aux études se pose également pour les plus jeunes réfugiés et réfugiées ayant l'âge et le bagage scolaire nécessaires pour accéder à une formation professionnelle ou à une filière d'études du degré secondaire II. Ainsi, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) et le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) se penchent sur des questions analogues en rapport avec le degré secondaire II. Leurs travaux étant déjà bien avancés, la présidence de swissuniversities a décidé de s'y référer pour le développement de ses propres mesures.

En ce qui concerne l'introduction de mesures adaptées, le Conseil-exécutif rejoint l'analyse de swissuniversities selon laquelle les personnes ayant l'aptitude de suivre des études doivent d'abord être reconnues par les autorités de migration puis accompagnées par les services administratifs compétents, afin qu'elles puissent poursuivre ou entamer des études le plus tôt possible après leur arrivée en Suisse. Le fait d'aiguiller les réfugiés et réfugiées en fonction de leur potentiel de formation et de leurs besoins en la matière permettra également d'identifier les personnes susceptibles de pouvoir entreprendre des études supérieures. Sur cette base, les hautes écoles suisses se consulteront dans le cadre de swissuniversities pour déterminer les processus d'admission applicables aux réfugiés et réfugiées ayant les qualifications nécessaires pour de telles études.

La situation actuelle dans le canton de Berne se présente comme suit :

Le terme générique de « réfugié » englobe différents groupes de personnes. Il désigne non seulement les réfugiés et réfugiées reconnus (permis B) et les personnes admises à titre provisoire (permis F et permis F réfugié), mais également les personnes disposant d'un permis B pour cas de rigueur et les personnes dont la procédure d'asile est en cours (permis N). Le groupe des personnes à protéger, tel que défini aux articles 66 et suivants de la loi du 26 juin 1998 sur l'asile (LAsi ; RS 142.31), fait également partie de ce cercle. A l'heure actuelle, personne ne dispose de ce statut en Suisse.

Pour les réfugiés et réfugiées titulaires d'un permis B, F ou N qui sont venus en Suisse dans le but d'y déposer une demande d'asile, le droit des étrangers et le droit de l'asile ne prévoient aucune restriction empêchant l'accès à des études (seule exception légale : les personnes avec un permis N, F ou S ne sont pas autorisées à se présenter aux examens fédéraux pour les

professions médicales en vertu de l'article 62 LAsi). Lorsqu'une demande d'asile a été refusée, le renvoi de la personne concernée ne peut pas être repoussé jusqu'à la fin des études.

Les personnes disposant du permis B ou F réfugié sont en outre soumises aux conditions usuelles en vigueur dans le canton de Berne pour obtenir un subside. Elles peuvent ainsi déposer une demande de subside auprès de la Direction de l'instruction publique du canton de Berne.

La reconnaissance des diplômes et des formations d'autres pays relève de la compétence des hautes écoles ou de l'organisme cantonal responsable. Pour évaluer les formations effectuées à l'étranger, ces derniers se basent sur les recommandations de swissuniversities, qui à son tour tient compte des conventions internationales correspondantes, par exemple la Convention de reconnaissance de Lisbonne. Ainsi, les critères d'admission pour les titulaires de diplômes syriens sont pratiquement identiques dans toutes les hautes écoles suisses. Le but de la reconnaissance d'un diplôme est d'admettre des personnes ayant de réelles chances de réussite dans un cursus donné grâce à leur formation antérieure. Pour le Conseil-exécutif, il ne serait donc pas pertinent de faciliter l'accès aux études supérieures pour les réfugiés et réfugiées en diminuant les exigences d'admission. Lorsqu'une personne n'est pas en mesure de présenter les documents nécessaires à son admission à cause de sa situation, les hautes écoles peuvent procéder à une immatriculation sous conditions. Les réfugiés et réfugiées peuvent par exemple avoir comme condition de présenter une pièce d'identité valable. Les hautes écoles bernoises ont affirmé à la Direction de l'instruction publique faire usage de cette possibilité pour les personnes ayant fui leur pays.

Le canton verse des subventions à différents cours de langue organisés sur l'ensemble de son territoire. Les personnes avec un permis F, B ou C ont un accès illimité à ces cours. Celles en possession d'un permis B ou F réfugié bénéficient également, dans une moindre mesure, de cours de langue gratuits. Les personnes titulaires d'un permis N n'ont qu'un accès limité aux cours de langue subventionnés. Néanmoins, le canton entend leur en simplifier l'accès d'ici 2017.

Les services sociaux peuvent également endosser certains frais qui incombent aux réfugiés et réfugiées (« prestations circonstanciées » et « moyens du pool d'intégration »). Dans certains cas, il est également possible de recourir aux moyens du pool d'intégration pour encourager l'intégration professionnelle de personnes admises à titre provisoire. Ces moyens étant limités, la prise en charge des frais ne peut pas être garantie et les subventions par bénéficiaire sont restreintes. Les personnes ayant un permis N ne font pas partie du groupe cible de la promotion de l'intégration tel que décrit dans la loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr ; RS 142.20).

Les hautes écoles disposent par ailleurs de fonds pour le soutien d'étudiants et d'étudiantes dans le besoin qui peuvent également être utilisés pour les réfugiés et réfugiées, pour autant que ces derniers remplissent les conditions de base. L'Association d'étudiants de l'Université de Berne prévoit en outre la constitution d'un fonds propre afin de permettre aux réfugiés et réfugiées aptes et motivés d'accéder aux études supérieures en tant qu'auditeurs et auditrices libres. Il y a en Suisse d'autres fondations et fonds qui attribuent des allocations de formation. Il est possible d'en trouver la liste dans le Répertoire des fonds, fondations et autres sources d'aide financière du canton de Berne ou dans le Répertoire suisse des fondations.

Alors que pour accéder à une université, il faut disposer d'un diplôme du secondaire II ou avoir partiellement effectué des études dans une haute école à l'étranger, l'accès à des études en haute école spécialisée est déterminé en fonction de l'expérience pratique du requérant ou de la requérante. Les réfugiés et réfugiées doivent donc remplir les mêmes conditions d'admission en matière d'expérience professionnelle que les autres étudiants et étudiantes titulaires d'un diplôme étranger. Les services sociaux proposent aux réfugiés et réfugiées des programmes d'encouragement spécifiques (p. ex. programme de mentoring, entraînements à la présentation de candidature, etc.) leur permettant d'acquérir de premières expériences professionnelles (stage préparatoire). En outre, la Haute école spécialisée bernoise aide les réfugiés et réfugiées aptes aux études à acquérir l'expérience professionnelle nécessaire à des études supérieures. A

terme, l'idée est de leur permettre d'accéder aux passerelles existantes. Les autres départements examinent par discipline quelles possibilités de solutions transitoires existent pour ces personnes et quelles autres offres de soutien ils peuvent leur proposer pour la recherche d'une place de stage avant et pendant les études (p. ex. transmission de coordonnées d'employeurs, soutien actif dans la recherche de places, etc.).

Afin de réduire le risque de voir les réfugiés et réfugiées interrompre leurs études et de leur offrir un soutien quotidien durant leurs études, les hautes écoles, de concert avec l'Union des étudiant-e-s de Suisse (UNES), prévoient l'introduction d'un système de jumelage¹ ou de mentoring. Dans ce cadre, les réfugiés et réfugiées seraient accompagnés par d'autres étudiants et étudiantes et par des membres du corps intermédiaire et du corps professoral.

Le Conseil-exécutif a pu observer que tant au niveau des hautes écoles bernoises qu'à celui des différents organes compétents à l'échelle nationale, la question relative à l'accès à l'enseignement supérieur des réfugiés et réfugiées aptes aux études mobilise. Que ce soit tant au niveau des hautes écoles qu'à celui des cantons, les mesures mentionnées ci-dessus ont déjà été mises en place dans la mesure du possible. Le Conseil-exécutif apprécie particulièrement le fait que les organisations d'étudiants et d'étudiantes se sont mobilisées aussi rapidement et avec autant d'engagement pour proposer spontanément des offres de soutien et d'accompagnement adaptées aux réfugiés et réfugiées.

Quant à la question de savoir s'il est judicieux et nécessaire de proposer de nouveaux cours préparatoires en plus des offres existantes, il sera possible d'y répondre dans le cadre de la coordination nationale en cours visant à aiguiller les réfugiés et réfugiées en fonction de leur potentiel de formation. Compte tenu du faible nombre de personnes actuellement aptes à suivre des études supérieures, cela n'est pas encore à l'ordre du jour. Si le nombre de réfugiés et réfugiées devait augmenter de façon considérable en raison de la situation internationale, il se poserait alors aussi la question lancée par les motionnaires de savoir dans quelle mesure la Confédération participerait financièrement dans le cadre de ses tâches dans le domaine de la prise en charge des réfugiés et réfugiées et de la coopération au développement.

Compte tenu de la situation actuelle, il serait précipité que le canton mette en place ses propres mesures.

Le Conseil-exécutif propose dès lors au Grand Conseil l'adoption de la motion et son classement.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-président. Wir kommen zum Traktandum 20, Motion Löffel, «Studiermöglichkeit für Flüchtlinge aus dem syrischen Bürgerkrieg an der Berner Fachhochschule und an der Universität Bern ermöglichen!». Bevor wir starten, möchte ich noch unsere Besucher auf der Tribüne begrüßen. Es handelt sich um die Schule für Christliche Weltanschauung aus Wiler bei Seedorf. (*La vice-présidente s'adresse aux visiteurs.*) You're students from four continents and we're glad that you are here in the townhall to see how swiss politics is working. It's nice to have you here. Die Gruppe wird begleitet von Grossrat Jost. (*Applaudissements*) Nun starten wir mit dem Traktandum 20. Ich gebe dem Motionär das Wort.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Wahrscheinlich wird niemand hier im Saal bestreiten, dass vorläufig aufgenommene und auch anerkannte Flüchtlinge möglichst schnell und sinnvoll beschäftigt werden sollten. Ebenso unbestritten war bis jetzt in der politischen Debatte, dass die sogenannte «Hilfe vor Ort» ein ganz wichtiges Instrument der Entwicklungszusammenarbeit ist. Dieser Vorstoss bietet beides auf einmal: Wenn Flüchtlinge aus

¹ Le système de jumelage consiste à associer un nouvel étudiant ou une nouvelle étudiante à un étudiant ou une étudiante confirmée (parrain/marraine) qui peut répondre aux questions pratiques en lien avec les études et faciliter l'entrée en haute école.

Syrien hier ihr Studium fortsetzen können, ist das mit der Chance verbunden, dass sie irgendwann, wenn hoffentlich der schreckliche Krieg einmal zu Ende sein wird, vor Ort beim Wiederaufbau mithelfen werden. Bei denjenigen, die in der Schweiz bleiben, ist es ein Beitrag gegen die immer noch steigenden Sozialhilfekosten im Asylbereich. Dieser Vorstoss ist demnach ein «Win-win-win»-Vorstoss. Ich danke dem Regierungsrat für die Bestätigung in seiner Antwort, dass vermutlich aus Syrien mehr studierfähige Flüchtlinge kommen als aus anderen Ländern. Dummerweise ist das aber nur eine Vermutung, weil bis jetzt diesbezüglich keine Daten erhoben wurden. Hier sehe ich den ersten Punkt, bei dem der Kanton Bern durchaus etwas beitragen könnte, und deshalb sollte dieser Vorstoss nicht abgeschrieben werden. Genauso, wie bei den Flüchtlingen auch andere Daten erhoben werden, sollte es doch möglich sein zu erfassen, welche syrischen Flüchtlinge bedingt durch den Krieg und die Flucht ein Studium abgebrochen haben. Diese könnten dann gezielt auf die in den meisten Fällen vermutlich nötigen Sprach- und anderen Kurse und auch auf die Möglichkeit von Stipendien aufmerksam gemacht werden. Der Aufwand würde sich für den Kanton in relativ engen Grenzen halten, könnte aber für einzelne Menschen einen entscheidenden Einfluss haben. Es ist in meinen Augen zu billig, wenn der Regierungsrat darauf verweist, die Rektorenkonferenz der Hochschulen befasse sich mit dem Thema. Das reicht nicht aus, im Gegenteil: Wenn wir im Kanton Bern politisch Stellung beziehen und einen kleinen Beitrag leisten, damit es vorwärtsgeht, verleiht das dem Anliegen zusätzlichen Schub. Wenn die Sensibilität für dieses Anliegen bei den Berner Hochschulen schon hoch ist, wie die Regierung schreibt, dann ist es erst recht wichtig, dass wir von der Politik her Support leisten und den Auftrag erteilen, bei dieser Thematik vorwärts zu machen und so den Hochschulen vom Grossen Rat her die nötige Unterstützung geben.

Auch wenn es sich um Einzelmassnahmen handelt, so sind sie nicht verfrüht, wie die Regierung im zweitletzten Satz der Antwort schreibt, sondern genau richtig, damit das Thema mit der nötigen Priorität weiterverfolgt wird. Wenn der Kanton Bern bei dieser Thematik ein wenig eine Pionierrolle übernimmt, ist das auch ganz gut und richtig. Bitte überweisen Sie diesen Vorstoss, der übrigens insgesamt von 83 Mitgliedern des Grossen Rats unterschrieben wurde, und schreiben Sie ihn nicht ab. Der Kanton hat noch nicht alles gemacht, was möglich ist. Bitte helfen Sie mit, unseren Hochschulen politisch den Rücken zu stärken und zumindest den Versuch zu wagen, Syrien auf diese Art ein wenig unter die Arme zu greifen. Das entspricht der Hilfe vor Ort.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Möchte jemand von den Mitmotionären das Wort ergreifen? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Dann kommen wir zu den Fraktionssprechern.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Menschen auf der Flucht sehen den Entscheid, ihre Heimat zu verlassen, als letzte Möglichkeit. Zeit um sich vorzubereiten gibt es kaum. Deshalb tragen sie in der Regel, auch wenn sie einen Abschluss gemacht haben, keine Ausbildungszeugnisse mit sich, oder sie verlieren sie unterwegs. Im Aufnahmeland sind sie oft verzweifelt. Sie büssen an Sozialstatus ein. Dies hat verschiedene Gründe, wie die fehlende Sprache, keine Arbeit, finanzielle Schwierigkeiten, neue Abhängigkeiten, fehlende soziale Netze und so weiter. Vielen gelingt es nicht, aus dem Teufelskreis herauszukommen. Mut und Selbstvertrauen schwinden. Leider zeigen Arbeitgeber und Institutionen wenig Bereitschaft, diesen Menschen die Tür zu öffnen und ihnen den Zugang zu erleichtern, obwohl eine offene Haltung eine langfristige Perspektive bietet, die für diese Menschen gerade so wichtig und sinngebend ist.

Es ist zu begrüßen, dass der Regierungsrat erste Schritte unternommen hat, um den Menschen auf der Flucht eine Bildungschance zuzusprechen. Dies sollte nicht nur für Menschen aus Syrien, sondern für alle Menschen auf der Flucht möglich sein. Die Anzahl sollte dabei keine Rolle spielen. Ein solcher Systemwechsel bringt enormen langfristigen Gewinn für alle Beteiligten. Für jede erfolgreiche Person, die Zugang zu Bildung erhält, ebnet sich der Weg der Integration. Das ist eine enorm wichtige Erfahrung für diese Leute. Ob sie hier in der Schweiz bleiben oder irgendwann einmal zurückkehren, ist nicht einmal so entscheidend. So oder so können sie ihr Wissen mit der Gesellschaft teilen, wo immer sie sich dann einrichten möchten oder können. Um mit einer Ausbildung anzufangen, braucht es zuerst gute Kenntnisse der lokalen Sprache. Daher ist es richtig, dass die Bildungsdirektion für solche Menschen Sprachkurse und Paten oder Gotten organisiert. Die Bestrebungen der Regierung für die Sekundarstufe II sind gute Beispiele. Die swissuniversities gehen mit ihrer Strategie in die richtige Richtung. Das reicht aber nicht aus. Flüchtlinge, welche die Kriterien für eine tertiäre Ausbildung erfüllen, jedoch kein Diplom vorweisen können, sollte eine volle Integration an Fachhochschulen oder Universitäten ermöglicht werden.

Einerseits braucht es dafür eine gute Informationsstrategie, damit die interessierten Flüchtlinge diese Möglichkeiten ergreifen können. Andererseits ist es ganz wichtig, dass die finanzielle Sicherheit gewährt wird. Wenn nötig sollten Ausnahmemassnahmen, zum Beispiel für Stipendien, getroffen werden. Die grüne Fraktion unterstützt den Vorstoss und erwartet von der Regierung, den eingeschlagenen Weg weiterzuverfolgen und weiterzuentwickeln. Auf der tertiären Ebene erwarten wir mehr als den jetzigen Zustand. Deshalb lehnt die grüne Fraktion die Abschreibung ab.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP ist enttäuscht, dass der Regierungsrat den Vorstoss abschreiben will. Das bedeutet, dass er der Meinung ist, er habe seine Hausaufgaben bereits gemacht. Dieser Meinung sind wir nicht, im Gegenteil: Wir denken, dass es für den Kanton Bern noch sehr viel zu tun gibt, das der Regierungsrat jetzt anpacken sollte. Im Moment hört man überall, dass möglichst schnell integriert werden soll. Zur Integration gehören aber aus unserer Sicht nicht nur Sprachkurse und Kurse, wie man sich in der Schweiz benehmen soll. Zur Integration gehört auch der Einstieg in eine Ausbildung, beziehungsweise in die Berufswelt – und das in allen Bereichen. Man kann nicht einfach sagen: «Die können ja die Sprache nicht» und sie in Berufsfelder abschieben, in denen sie keine Ausbildung brauchen. In Tätigkeiten also, die Schweizerinnen und Schweizer nicht ausüben wollen. Die Syrer, die ich bis jetzt kennengelernt habe, sind fast alle Akademiker. Ich beschränke mich auf diese Volksgruppe, weil sie im Vorstoss vor allem erwähnt wird, aber selbstverständlich gilt dies auch für andere Volksgruppen. Sie lernen zum Teil die deutsche Sprache im Schnellzugstempo innert weniger Monate. Ausserdem hat es viele, die bereits gut Englisch sprechen. Es geht also darum, die Menschen dort abzuholen, wo sie stehen. Und zwar innert nützlicher Frist und nicht erst dann, wenn ihre Motivation verflogen ist, und sie die Hoffnung aufgegeben haben, hier eine akademische Laufbahn einschlagen zu können. Übrigens ergibt es auch Sinn, nicht nur anerkannte Flüchtlinge, sondern auch vorläufig aufgenommene Flüchtlinge einzubeziehen. Das hat Hasim Sancar auch schon gesagt. Sie gehen später wieder in ihr Heimatland zurück und können ihre Ausbildung mitnehmen und dort zum Wiederaufbau beitragen. Hier sind nicht nur die Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren, die Universitäten und die Bundesämter gefragt, sondern auch die Kantone. Die Kantone sind zuständig für die Integration der Flüchtlinge vor Ort. Dazu gehört auch die Integration in eine Ausbildung und in einen Beruf. Wir erwarten konkret auch von den verschiedenen Direktionen des Kantons Bern, die in die Integration von Flüchtlingen involviert sind, dass sie jetzt aktiv werden und nicht einfach auf irgendwelche Entscheide aus Bundesbern warten.

Christian Bachmann, Nidau (PS). Ich kann es kurz machen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion schliesst sich der ausführlichen Antwort der Regierung an, nimmt die Motion an und schreibt sie auch mehrheitlich gleichzeitig ab. Positiv wird betont, dass sich die Antwort nicht nur auf die syrischen Flüchtlinge, sondern allgemein auf Flüchtlinge bezieht.

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR). Für einmal können wir uns der SP anschliessen. Ich kann mich ebenfalls kurz fassen. Es herrscht im Grossen Rat Einigkeit, dass die Flüchtlinge und vorläufig Aufgenommenen ihre aufgenommenen oder noch nicht gestarteten, aber im Start begriffenen Studien, weiterführen oder aufnehmen sollen. Das ist völlig unbestritten. Der Regierungsrat hat ausführlich aufgezeigt, dass er gewillt ist, das Problem anzugehen, und er handelt. Die Universitäten sind ohnehin nicht auf den Kanton Bern begrenzt, und es braucht die Zusammenarbeit zwischen den Kantonen. Diese ist ganz wichtig. Ich glaube nicht, dass der Regierungsrat derjenige ist, der bei diesem Thema bremst. Deshalb glaube ich, dass wir die Motion in aller Ruhe nicht nur annehmen, sondern auch abschreiben können. Die FDP wird das einstimmig tun.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Die BDP-Fraktion schliesst sich der Meinung des Motionärs an. Wir sind bekannt für ein offenes Bildungssystem in der Schweiz, zu dem alle Zugang haben sollen. Alle sollen die gleichen Möglichkeiten und Chancen haben. Aber auch die Anforderungen müssen gleich sein: beispielsweise Vorstudien, Diplome, Sprachkenntnisse, persönliche Bereitschaft, aber auch eine gewisse finanzielle Sicherstellung. Ich kann aus eigener Erfahrung berichten. Ich sah in Betrieben ausländische Zahnärzte oder Juristen als Lagerarbeiter oder Chauffeure arbeiten, weil sie vielleicht ihr Studium nicht beenden konnten, weil ihr Diplom nicht anerkannt wurde oder schlichtweg, weil sie hier als Chauffeur mehr verdienten, als in ihrem Heimatland als Zahnarzt oder Jurist. Wir haben also nicht nur fehlende Studienmöglichkeiten, auch die Lohn- oder finanziellen

Verhältnisse können ausschlaggebend sein. Wir müssen offen sein für anerkannte Flüchtlinge. Gerade heute Morgen haben wir es gehört: Über 20 Millionen Menschen sind im Moment auf der Flucht. Ungeachtet der Herkunft, der Gesinnung und der Religion müssen wir offen sein, damit die Flüchtlinge ihre Studien weiterführen können. Aber sie müssen die Minimalanforderungen wie beispielsweise die Sprachkenntnisse erfüllen. Es wäre nicht zu verantworten, wenn man die Kriterien wegen einer bestimmten Herkunft oder Gruppe verändern und die Minimalanforderungen für Studienplätze heruntersetzen würde.

Wir sollten diese Leute in diesem Sinn unterstützen, unabhängig davon, ob sie sich hier in der Berufswelt etablieren können, oder ob sie die hier erworbenen Kenntnisse später in ihren Heimatländern anwenden. Die BDP nimmt die Motion an. Im Moment ist eine Mehrheit für die Abschreibung, aber wir möchten noch vom Regierungsrat hören, wie er die Abschreibung begründet.

Donat Schneider, Lyss (UDC). Wir danken der Regierung für die sehr differenzierte Antwort. Die Art und Weise, wie aufgezeigt wird, was eigentlich heutzutage möglich ist, war für uns sehr aufschlussreich. Wir haben allgemein den Eindruck erhalten – oder zumindest ich persönlich hatte das Gefühl –, dass nach dieser Antwort ziemlich alles klar ist. Es ist alles erfüllt und eigentlich gut. Wir waren innerhalb der Fraktion der Meinung, man könne mit dieser Antwort zufrieden sein und den Vorstoss durchwinken und abschreiben. Wir haben zwei kleinere Differenzen, doch dazu komme ich anschliessend noch.

Die Regierung sagt im Grundsatz, dass sowohl die anerkannten Flüchtlinge als auch die vorläufig aufgenommenen Personen mit Härtefallregelung im Schutzstatus und sogar solche im laufenden Asylverfahren die Möglichkeit haben, ein Studium fortzusetzen oder aufzunehmen. Das wurde von der Regierung klar dargelegt. Wir haben eine Einschränkung bei der Zulassung zum Medizinstudium. Die vorläufig Aufgenommenen oder Personen im laufenden Verfahren sind hier nicht zugelassen. Es wurde nicht begründet, weshalb. Ich gehe davon aus, dass es wahrscheinlich mit dem Numerus Clausus zu tun hat. Vielleicht sagt Herr Pulver noch etwas dazu. Insgesamt haben wir den Eindruck, dass die Möglichkeiten bestehen. Die unterstützenden Massnahmen wurden aufgezeigt und es ist ersichtlich, was die sogenannten Flüchtlinge, oder das, was man unter diesem Begriff subsummiert, machen können.

Wir haben zwei Differenzen, die mit dieser Antwort nicht ganz ausgeräumt werden. In Ziffer 1 sprechen wir nur von syrischen Flüchtlingen. Ich glaube nicht, dass das Ziel war, zwei Kategorien von Flüchtlingen zu schaffen. Zweitens: Wenn bei rechtskräftig abgewiesenen Flüchtlingen die Wegweisung beschlossen ist, kann es nicht sein, dass wir ihnen ein Studium ermöglichen oder sie weiterhin studieren lassen. Die Wegweisung muss funktionieren. Das ist ein Konflikt, den die Regierung aufgeworfen hat. Wir sind der Meinung, man soll den Vorstoss annehmen und abschreiben. Wenn die Abschreibung bestritten wird, werden wir aber den Vorstoss ablehnen.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Falls es noch Fraktionssprecher oder -sprecherinnen gibt, die sich äussern möchten, bitte ich diese, sich anzumelden. Danach schliesse ich die Rednerliste.

Stefan Oester, Belp (UDF). Das Thema, den Zugang für syrische Flüchtlinge an die Uni Bern und an die Fachhochschule zu ermöglichen, ist bei uns unbestritten. Wir teilen die Meinung mit dem Motionär, dass wir das machen und der Motion zustimmen sollten, aber wir werden sie gleichzeitig abschreiben. Wieso dies? Wir wollen keine separate Massnahme für den Kanton Bern. Und – wir haben es vorhin schon gehört – es gibt auch noch viele andere Flüchtlinge. Wo werden dann diese erfasst? Weiter gibt es nicht nur Studenten, sondern auch Flüchtlinge, die sich im Beruf weiterbilden möchten. Es gibt bereits verschiedene Angebote und aus diesem Grund scheint uns die Antwort des Regierungsrats plausibel. Die EDU wird annehmen und abschreiben.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Es haben sich keine weiteren Rednerinnen und Redner eingetragen. Ich gebe daher dem Regierungsvizepräsidenten Bernhard Pulver das Wort.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die Motion Löffel nimmt ein sympathisches, richtiges und wichtiges Anliegen auf. Die Erziehungsdirektion, beziehungsweise der Regierungsrat, macht in diesem Bereich bereits sehr viel. Das möchte ich Ihnen kurz darlegen, damit Sie beurteilen können, ob die Abschreibung gerechtfertigt ist oder nicht. Wie Donat Schneider

zuvor richtig gesagt hatte, geht es bei uns nicht einfach nur um die syrischen Flüchtlinge, sondern um die spät zugewanderten Personen. Einerseits sind das Flüchtlinge, nicht nur aus Syrien. Andererseits sind es Familiennachzügler: Wenn wir einen 16-Jährigen haben, der kein Deutsch spricht, haben wir die gleiche Thematik. Oder wenn wir einen 21-Jährigen haben, der aus irgendwelchen Gründen spät hierherkommt, haben wir ebenfalls die genau gleiche Problematik. Unsere Zielgruppe sind nicht nur syrische Flüchtlinge. Wir nennen sie generell «spät Zugewanderte», also Jugendliche und junge Erwachsene zwischen 15 und 25 Jahren.

Wir machen sehr viel im Bereich der Volksschule. Das ist nicht Gegenstand dieses Vorstosses. Wir machen sehr viel im Bereich Berufsbildung; das möchte ich gleichwohl auch noch erwähnen. Die Berufsbildung dieses Kantons und dieses Landes hat eine enorme Integrationswirkung. Ich möchte das an dieser Stelle noch einmal gesagt haben: Nicht nur die Hochschulen, sondern auch die Lehrbetriebe und natürlich auch die Berufsfachschulen leisten den Hauptharst der Integrationsarbeit junger Menschen. Ich möchte das einfach erwähnen; es ist nicht Gegenstand dieses Vorstosses.

Bei diesem Vorstoss geht es um die Hochschulen. Ziffer 1: Die Frage der Zulassung zur Hochschule. Die Universität Bern hat eine reiche Erfahrung in der Zulassung von Ausländerinnen und Ausländern. Es geschieht häufig, dass jemand aus dem Ausland zum Studieren in die Schweiz kommt. Es gibt Methoden, wie die verschiedenen Universitäten ausländische Diplome anerkennen. Man weiss von vielen Ländern, welche Abschlüsse einer Maturität gleichwertig sind. Vielleicht weiss man es noch nicht ganz von allen Ländern. Kurz, die Zulassung zu Hochschulen ist eigentlich kein Problem. Wenn jemand ein entsprechendes Papier hat – und Hasim Sancar hat richtig gesagt, dass man schauen muss, dass dieses Papier von der Botschaft anerkannt und allenfalls eine Kopie erstellt wird –, ergibt sich kein Problem mit den Hochschulen. Da sind wir gut unterwegs. Bei den Fachhochschulen ist es ein bisschen schwieriger, weil es dort eine Berufsmaturität braucht. Diese kennen nicht alle Länder in dieser Form. Die Rückfrage bei beiden Hochschulen hat ergeben, dass Schwierigkeiten bei der Zulassung relativ selten vorkommen. Was wir heute in diesem Bereich machen ist meines Erachtens ausreichend.

Wir haben allerdings nicht selten ein Sprachproblem. Die Leute können entweder nicht Deutsch für Studiengänge, die Deutsch voraussetzen, oder sie sprechen nicht Englisch für Studiengänge, bei denen man Englisch braucht. Hier setzt die Frage der Sprache ein. Dazu steht unter Ziffer 2, man solle seitens der Hochschulen vorbereitende Kurse separat anbieten. Wir machen das nicht separat speziell für die Hochschulen. Das hat auch Kostengründe.

Ich lege Ihnen dar, was wir tun. Erstens bieten wir das 10. Schuljahr als berufsvorbereitendes Schuljahr an. Mit den BPI-Klassen haben wir eine ganze Reihe von Integrationsklassen eröffnet, bei denen es darum geht, die Sprache und die Kultur unseres Landes soweit kennenzulernen, dass man in die Berufsbildung oder auch die Berufsbildung mit Berufsmaturität einsteigen kann. Dieser ganze Bereich wird abgedeckt, damit die jungen Leute, die hierherkommen, möglichst schnell in eine Berufsbildung integriert werden. Es braucht ein bis zwei Jahre, bis man die Leute soweit hat. Das ist allerdings ein ehrgeiziges Ziel. Wir haben zahlreiche BPI-Klassen eröffnet; es sind insgesamt 50 Klassen. Mehr können wir derzeit im Kanton nicht machen, weil wir die Räume und die Lehrpersonen nicht haben. Wir sind am Maximum der Kapazitätsgrenze angelangt. Ich behaupte, dass wir in der Schweiz vorbildlich sind, so, wie wir das im Kanton umsetzen. Wir wollen nicht, dass die Leute in eine Parallelgesellschaft abrutschen und irgendwo warten und herumstehen. Wir wollen, dass die Leute Deutsch können, unsere Kultur kennenlernen, und wir sie anschliessend in eine Berufsbildung hineinbringen. Deshalb sage ich, dass die Berufsbildung und die Lehrbetriebe eine riesige Arbeit leisten. Ohne sie geht es nicht.

Der andere Bereich ist die zweite Massnahme, die wir neu zu Beginn dieses Sommers eingeführt haben. Das haben wir in der Vorstossantwort noch nicht erwähnt. Wir haben eine Spezialklasse für Migrantinnen und Migranten mit Mittelschulniveau eröffnet. Diese ist am BBZ Biel angesiedelt in enger Zusammenarbeit mit dem Gymnasium Biel. Wir haben eine Klasse eröffnet. Die Nachfrage ist im Moment nicht grösser. Das Ziel ist es, Leuten mit Mittelschulniveau, die eine Universität oder Fachhochschule besuchen möchten, Deutsch beizubringen und Elemente der Schweizer Kultur und des Bildungssystems in unserem Land zu vermitteln. Es handelt sich um Leute, die vom Niveau her so hoch ausgebildet sind, dass sie relativ rasch eine Universität besuchen könnten, aber ein Sprachproblem haben. Wir möchten diese Leute ins Gymnasium, in die Wirtschaftsmittelschule WMS oder an die Universität oder Fachhochschule bringen. Die Pädagogische Hochschule wird wahrscheinlich nicht möglich sein. Das ist eine Massnahme, die schweizweit Beachtung gefunden hat. Ich habe eben einen Artikel im St. Galler Tagblatt gelesen, in dem steht, wir seien im Kanton Bern vorbildlich. Es gibt einige Leute – ich glaube es waren vier oder fünf –, die uns von den

Hochschulen aufgrund mangelnder Sprachkenntnisse geschickt wurden, und die wir in diese Mittelschulklasse aufgenommen haben. Das ist, was wir zur Ziffer 2 machen.

Zur Ziffer 3: Wir wurden vom Kanton Bern aus beim Bund vorstellig und haben vorgeschlagen, dass bei der örtlichen Zuteilung von Flüchtlingen durch die Triagestelle unbedingt die Berufsfähigkeit abgeklärt werden muss. Es macht keinen Sinn, jemanden mit einem abgebrochenen Hochschulstudium in einem Durchgangszentrum in Altdorf zu stationieren. Dort hat es keine Hochschule. Solche Leute muss man an einem Ort unterbringen, wo sie allenfalls eine Hochschule besuchen können. Es gäbe noch viel mehr zu dieser Triage zu sagen. Wir wurden diesbezüglich beim Bund vorstellig, und der Bund wird unsere Vorschläge aufnehmen, sodass eine entsprechende Triage frühzeitig erfolgen kann. Wir haben auch von Seiten der Erziehungsdirektorenkonferenz dem Bund vorgeschlagen, diese Ausbildung mit Geldern aus dem Asyltopf zu unterstützen. Wie Herr Löffel in seinem Vorstoss sagt, ist es auch eine Entwicklungshilfe, wenn wir die Leute hier ausbilden und später allenfalls zurückschicken. Wenn wir sie hier ausbilden, ist das Entwicklungshilfe.

Das alles machen wir bereits. Meiner Meinung nach kann man den Vorstoss abschreiben. Wir unternehmen bereits enorme Anstrengungen. Wenn Sie finden, dies reiche noch nicht, dann schreiben Sie nicht ab. Es ist an Ihnen, dies zu beurteilen. Die Regierung ist der Meinung, eine Abschreibung sei gerechtfertigt.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Der Motionär Grossrat Löffel wünscht noch einmal das Wort und bekommt es selbstverständlich.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Danke, Herr Erziehungsdirektor, für die Ausführungen. Ich anerkenne selbstverständlich, dass in der Berufsbildung sehr viel gemacht wird, und dass dies sehr vorbildlich ist. Ich anerkenne den Versuch, der jetzt mit dieser «Gymerklasse» läuft. Ich bestreite aber, dass auf Hochschulebene bei den Leuten, die ein Studium abbrechen mussten, alles gemacht wird, was gemacht werden könnte. Ich bin sehr froh, gehört zu haben, dass man in Bezug auf die Triage beim Bund vorstellig wurde. Das reicht aber meiner Meinung nach auch noch nicht aus. Der Kanton und die Hochschulen sollen, wenn die Leute dann eben nicht in Altdorf, sondern vielleicht in der Region Bern sind, auf bestehende Kurse und Stipendienmöglichkeiten aufmerksam machen.

Warum Syrien? Verschiedene Hochschulen haben das 1956 bei den Ungaren gemacht, bei denen auch eine spezielle Situation bestand. Auch für Syrien gilt eine spezielle Situation. Die Regierung schreibt in ihrer Antwort, dass ein funktionierendes Bildungssystem vorhanden war, und man von überdurchschnittlich vielen Leuten ausgeht, die ein Studium abbrachen. Diese Personen sollten die Möglichkeit erhalten, hier weiterzustudieren. Zum Sprecher der BDP: Es geht ganz klar nicht darum, die Kriterien herunterzusetzen. Es geht auch nicht darum, Minimalanforderungen zu senken. Wir haben das wegen Syrien lange diskutiert, als wir diesen Vorstoss geschrieben haben. Aber es ist einfach ein bisschen eine besondere Situation. Hätte ich geschrieben «alle Flüchtlinge», hätten wir eine Eritrea-Diskussion oder eine allgemeine Flüchtlingsdiskussion gehabt; das wissen Sie haargenau. Dann hätte das Anliegen ohnehin keine Chance gehabt. Deshalb habe ich das nicht gemacht. Darum haben wir vier Motionärinnen und Motionäre uns beim Schreiben auf Syrien beschränkt.

Die SVP spricht von einer differenzierten Antwort. Ich attestiere ebenfalls, dass vieles aufgelistet wurde, aber so enorm differenziert finde ich sie auch wieder nicht. Wenn Sie sie lesen, sehen Sie zum Beispiel, dass noch von Gastvorlesungen die Rede ist. Darum geht es hier ganz klar nicht, und ist es nie gegangen. Es wird fast ein bisschen unterstellt, dass es ja auch solche Sachen gebe und wir das nicht wüssten, oder was weiss ich. Ich finde, dass wäre in der Antwort nicht nötig gewesen. Ich bin ein bisschen erstaunt und enttäuscht, dass die SP findet, es wäre alles gemacht, und man könne vom Kanton aus auf Hochschulebene gar nichts mehr machen. Ich bin überzeugt, wenn man sich mit gleichem Engagement wie bei der Berufsbildung auch auf Stufe Hochschule einsetzen würde, dann wäre noch etwas möglich. Deshalb bitte ich Sie noch einmal – im Sinn von zukünftiger Hilfe vor Ort, wenn in Syrien einmal wieder Ruhe einkehren sollte –, diesen Vorstoss nicht abzuschreiben.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Damit kommen wir zur Abstimmung über die Motion. Wer sie annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 97

Non 33

Classement 7

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Sie haben die Motion angenommen. Jetzt geht es noch um die Abschreibung. Wer der gleichzeitigen Abschreibung zustimmt, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 86

Non 51

Abstentions 3

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Sie haben der gleichzeitigen Abschreibung zugestimmt.